



AFRIQUE/MOZAMBIQUE - Au moins quatre morts dans des affrontements entre la police et la RENAMO

Maputo (Agence Fides) – Le bilan de l'attaque perpétrée contre le commandement de la police de Muxungué, en province de Sofala, au centre du pays, aux premières heures de la matinée par des hommes de la RENAMO, le principal parti d'opposition au Mozambique, est de 4 morts et 16 blessés. Les militants de la RENAMO ont attaqué la caserne de la police afin de libérer des membres de leur parti arrêtés quelques heures auparavant. La RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) a combattu le gouvernement du FRELIMO (Front de libération du Mozambique) au cours d'une guerre civile de 16 ans qui s'est achevée en 1992. Depuis lors, elle est devenue le principal parti d'opposition. Depuis quelques mois, la tension est montée, le responsable de la RENAMO, Afonso Dhlakama, s'étant retiré dans l'ancienne base militaire de son mouvement, sise dans la forêt de Gorongosa, en province de Sofala, au centre du Mozambique, entouré de militants armés. Depuis cette base, Dhlakama a lancé un ultimatum au Président Armando Guebuza visant à ce qu'il accepte la formation d'un gouvernement d'unité nationale.

« Il s'agit de faits préoccupants mais que nous ne devons cependant pas en exagérer la portée. Jusqu'ici, les affrontements ont en effet été localisés dans la zone » déclarent à l'Agence Fides des sources de l'Eglise locale. « Il existe des franges de la RENAMO ayant adopté une ligne de conduite intransigeante, mais différentes autres appellent au calme afin que ces actions de perturbation cessent et que le dialogue reprenne entre les parties. Ces appels proviennent non seulement de l'Eglise catholique mais également d'autres confessions chrétiennes ». Le 8 avril, les Evêques se réuniront en Assemblée et il est probable qu'ils publieront un communiqué relatif à la situation que traverse actuellement le pays.

« Le gouvernement cherche d'un côté une approche modérée afin de résoudre la controverse tout en devant démontrer, de l'autre, d'avoir le contrôle de la situation. Il intervient donc au travers d'actions de police, qui débouchent sur des affrontements. Les tensions doivent être enfin mises en relation avec les élections locales de novembre que la RENAMO a déclaré vouloir boycotter » concluent nos sources. (L.M.) (Agence Fides 05/04/2013)